Eau et assainissement en Haïti

Réunion d'échanges de la plateforme des acteurs français pour l'eau et l'assainissement en Haïti

Date :
Mardi 13 Novembre 2012

Horaire :
14H30 – 17H30

Lieu :
Pavillon de l'eau
77 Avenue de Versailles
75 016 Paris

Ordre du jour :

- Point sur les activités menées par la plateforme des acteurs français pour l'eau et l'assainissement en Haïti depuis sa création en 2010

- Point sur les projets menés par les acteurs français et témoignages ouverts sur l'état de l'accès à l'eau et à l'assainissement et de la décentralisation :

. Jean-Louis TESTUD, Partenariat Ville de Suresnes / Cap-Haïtien et vice-président du groupe-pays Haïti de Cités Unies France

. Marc-Yvan LAROYE et Olivier VIEU, OIEau, Projet d'Ecole des Métiers de l'Eau et de l'Assainissement

. Cléo LOSSOUARN, SIAAP, Partenariat avec les Gonaïves

. Parole aux participants et débats

- Attentes des membres de la plateforme et proposition de plan d'action 2013

Compte-rendu

Point sur les activités menées par la plateforme des acteurs français pour l'eau et l'assainissement en Haïti depuis sa création en 2010

La plateforme des acteurs français pour l'eau et l'assainissement en Haïti a été créée en avril 2010, suite au séisme, sur mandat de la Mission Interministérielle pour la Reconstruction d'Haïti, du Ministère de l'Ecologie et du Groupe d'échanges sur le développement de la coopération internationale pour l'eau et l'assainissement (CNCD-CNE).
L'animation de cette plateforme a été confiée au pS-Eau, pour son réseau existant dans le secteur et pour son expérience d'appui-conseil et d'animateur d'échanges.
Elle rassemble des associations, des ONG, des organismes de recherche et de formation, des représentants des pouvoirs publics et des principaux bailleurs français du secteur, ainsi que les agences de l'eau, des entreprises, des bureaux d'études, des fondations, etc.

Les objectifs de cette plateforme sont de :

. Faciliter la concertation entre tous les acteurs français engagés dans le secteur de l'eau potable et de l'assainissement en Haïti et encourager les échanges avec les acteurs haïtiens

. Recenser et mettre à disposition des acteurs, l'information nécessaire sur les secteurs eau et assainissement en Haïti

. Renforcer les actions existantes et susciter de nouveaux partenariats en faveur de l'eau et de l'assainissement en Haïti en développant une concertation multi-acteurs

Différents outils ont été mis en place afin de travailler à l'atteinte de ces objectifs :

. Un site web dédié (www.pseau.org/haiti) pour mettre à disposition de tous l'information sur le secteur de l'eau et de l'assainissement en Haïti, mettre les documents de référence en ligne, informer sur les projets menés pour savoir qui fait quoi où, et offrir un espace d'échanges.

. Un appui-conseil au montage de projets assuré par l'équipe du pS-Eau auprès des acteurs français de coopération décentralisée et non gouvernementale.

. Des réunions d'échanges afin de faciliter les échanges d'expériences, la mise en relation des acteurs, la diffusion de l'information, et la mise en cohérence des actions.

. Des newsletters trimestrielles informant les membres de la plateforme des différentes actualités du secteur et du réseau.

Réflexion sur un projet de partenariat avec la DINEPA

Pour atteindre les objectifs fixés, il est apparu nécessaire de créer des ponts avec les acteurs du secteur sur place en Haïti. Une mission en Juillet 2010 a permis de rencontrer les acteurs principaux du secteur, notamment la DINEPA, de recueillir leurs besoins et leurs éventuelles attentes vis-à-vis de la plateforme, et d'envisager des pistes de collaboration.

Tous les acteurs rencontrés sur place (DINEPA, ONG) ont exprimés de forts besoins en matière de coordination et de concertation dans le secteur de l'eau et de l'assainissement.
Une coordination des acteurs d'urgence existait au sein du Cluster WASH, mais n'intégrait pas les acteurs de développement présents avant le séisme. En parallèle, la PEPA, Plateforme Eau Potable et Assainissement, rassemble des ONG de développement présentes en Haïti depuis plusieurs années et très actives dans le secteur. Cette plateforme créée en 2002 a mis ses activités en veilleuse en 2004 et était en 2010 dans un processus de relance. Elle manquait cependant de ressources pour assurer l'animation nécessaire.
Ainsi, à l'issue de la mission, la DINEPA a proposé qu'un partenariat soit établi entre la PEPA (représentée par ses ONG chefs de file, le GRET et PROTOS), la plateforme française (représentée par le pS-Eau) et la DINEPA, afin d'établir des liens étroits entre ces structures, pour des échanges d'informations, un partage d'outils, et l'appui au renforcement de la PEPA sur plusieurs fronts :

- Remobiliser et élargir ses membres
- Mettre en place des moyens d'animation dédiés (ressources humaines à plein temps, financements dédiés et suffisants, locaux, équipements, budget de déplacement)
- Développer et partager des outils d'échanges avec la plateforme française : site web, bases de données, bibliothèque, groupes de travail
- Faire de la PEPA l'interlocuteur privilégié de la DINEPA et la référence en EPA sur Haïti
- Mettre en relations les acteurs français et les acteurs haïtiens pour les accompagner dans la mise en œuvre de projets concrets et répondant aux besoins des populations.

Dans ce projet, le rôle de la plateforme française et du pS-Eau aurait été d'appuyer au renforcement de la PEPA en partageant avec elle ses bases de données et outils existants, et en l'appuyant dans l'animation de réseau, d'assurer des échanges réguliers entre les deux plateformes (infos, mise en relation, réunions d'échanges), et de mobiliser et appuyer les acteurs français dans le montage de leurs projets.

Cependant, la PEPA n'a finalement pas souhaité donné suite à ce projet de partenariat.

Les discussions ont ainsi continué exclusivement avec la DINEPA pour envisager d'autres pistes de collaboration.
La DINEPA a en effet exprimé le souhait de conclure un partenariat avec le pS-Eau pour l'appuyer sur 3 principaux axes :

- AXE 1 : Faire avancer la réflexion sur les politiques et stratégies nationales pour l'eau et l'assainissement ;
- AXE 2 : Renforcer la gestion de l'information sur le secteur de l'eau et l'assainissement ;
- AXE 3 : Renforcer la coordination et la concertation entre les acteurs du secteur de l'eau et de l'assainissement.

Le partenariat prévoyait notamment le financement d'un temps plein au sein de la DINEPA pour mener les activités prévues par le projet et faire le pont avec la plateforme française.

Les discussions ont beaucoup avancé lors de la venue d'une délégation de la DINEPA à Paris en Mars 2011, permettant de travailler sur un draft de convention de partenariat.

Cependant, plusieurs de nos interlocuteurs ont ensuite quitté la DINEPA en peu de temps, ce qui a réduit les échanges et n'a finalement pas permis de concrétiser ce projet.

Dans l'attente d'une éventuelle reprise des échanges avec la nouvelle direction de la DINEPA, la plateforme s'est donc recentrée depuis sur l'accompagnement des acteurs français de coopération décentralisée et non gouvernementale, la diffusion de l'information, et l'animation des échanges entre acteurs français.

Point sur les projets menés par les acteurs français et témoignages ouverts sur l'état de l'accès à l'eau et à l'assainissement et de la décentralisation

La réunion s'est poursuivie avec la présentation de deux projets de coopération, puis une séance de questions/réponses avec la salle.

Cléo LOSSOUARN (SIAAP) a été excusée pour un empêchement de dernière minute qui ne lui a pas permis d'assurer son intervention.

Ont donc été présentés :

- ***Le partenariat de coopération entre la ville de Suresnes et la ville du Cap-Haïtien*** (sur des thématiques non liées à l'eau et à l'assainissement), par Jean-Louis TESTUD, adjoint au maire de Suresnes en charge des relations internationales, et représentant de M. Christian DUPUY, Président du groupe-pays Haïti de Cités Unies France

➢ *Retrouvez la présentation powerpoint en pièce jointe et prochainement sur www.pseau.org/haiti*

- ***Le projet d'Ecole des Métiers de l'Eau et de l'Assainissement (EMEA)***, par Marc-Yvan LAROYE, et Olivier VIEU, de l'OIEau

➢ *Retrouvez la présentation powerpoint en pièce jointe et prochainement sur www.pseau.org/haiti*

Echanges avec la salle :

➢ Un étudiant de Lille 1, attire l'attention sur le fait que la consultation des populations concernées est indispensable pour la mise en œuvre d'un projet, quel qu'il soit et souhaite savoir si cela a été pris en compte dans le montage des projets présentés.

En réponse, il est précisé que, dans le cadre du projet EMEA, l'université d'Haïti est bien entendu partenaire du projet, et que pour les formations courtes qui ont été dispensées, la grande majorité des intervenants étaient des formateurs haïtiens, issus notamment de la faculté d'agronomie ou du GRET Haïti.

Un ancien salarié de la DINEPA, qui travaille en Haïti depuis Juin 2010, précise que tous les programmes se font en concertation avec la population, avec un gros travail d'information.

➢ Il précise également, en réponse aux différentes interventions qui déplorent le manque de décentralisation du secteur de l'eau et de l'assainissement en Haïti, que le processus est en cours, et que la DINEPA doit mener cette réforme pas à pas. L'implantation des CTE est effective depuis Juillet 2011, ainsi que des OREPA.

➢ Par ailleurs, il met en lumière le fait qu'Haïti souffre du problème de fuite des cerveaux, notamment au profit du Canada qui attire beaucoup d'élites haïtiennes et de personnels formés. Il déplore notamment que certains élèves qui avaient été formés pour travailler dans les CTE n'y soient finalement pas allés.

Il est précisé que, pour prévenir ce risque, les apprenants qui ont suivi les formations courtes dans le cadre du projet EMEA se sont engagés à rester travailler pendant 3 ans en Haïti. Pour certains, il s'agissait d'ailleurs d'une réelle volonté de travailler pour leur pays.

- L'ancien salarié de la DINEPA fait également part de son expérience dans le cadre du projet EPAR d'accès à l'eau en milieu rural dans la Grand'Anse et le département Sud, concernant la difficulté de mettre en place un système de tarification qui soit accepté par les populations.

Le groupe Lysa, qui travaille à Saint Marc avec sa filiale, la SESAM, fait part de l'expérience de cette ville, où le réseau a été réhabilité, et où un système de tarification a été instauré. Ils espèrent arriver à la rentabilité d'exploitation l'année prochaine. Un contrat d'assistance technique est également en cours à Port de Paix.
Lysa déplore cependant de ne trouver aucune collectivité locale française qui souhaite s'engager avec eux en Haïti.

Besoins des membres de la plateforme et proposition de plan d'action 2013

Plusieurs constats ont pu être dressés au travers des différents témoignages des membres de la plateforme, et via l'expérience d'animation de la plateforme par le pS-Eau pendant deux ans.

- Il apparait notamment que de nombreux projets de taille importante sont menés en Haïti par des acteurs tels que la Banque Interaméricaine de Développement (BID), la coopération Espagnole, et de grosses ONG d'urgence, laissant peu de place à la coopération décentralisée française qui intervient avec des fonds moins importants.
- L'intervention de ces acteurs de coopération décentralisée au niveau local est d'autant plus difficile dans le secteur de l'eau et de l'assainissement que le processus de décentralisation est encore peu avancé dans ce secteur, les collectivités locales Haïtiennes n'ayant pas encore directement la maîtrise d'ouvrage des services d'eau et d'assainissement.
- Ainsi, la plateforme a reçu très peu de demandes d'appui de la part de collectivités françaises souhaitant s'engager dans ce secteur, et elle n'en a recensé que quatre qui ont actuellement un projet comprenant un volet hydraulique et/ou assainissement.
- Le très fort turnover du personnel au sein des principaux acteurs institutionnels et ONG en Haïti est un facteur important de blocage des projets, tout comme la difficulté à assurer des échanges réguliers à distance.
- Le contexte politique instable, l'enchainement de différentes crises après le séisme (choléra, tempête, …), et le foisonnement de projets et de partenaires, accaparent les acteurs du secteur et rendent difficile le suivi de programmes sur le long terme.

Suite à la présentation du mandat et des activités du Groupe-Pays Haïti de Cités Unies France, présidé par M. Christian Dupuy, il est souhaité que des synergies soient développées entre la plateforme eau et assainissement en Haïti et le Groupe-Pays Haïti de CUF. Ces synergies devraient en particulier permettre de mieux mobiliser les collectivités sur le secteur eau et assainissement, notamment celles déjà engagées en Haïti sur d'autres secteurs.
Une réunion commune pourrait être organisée courant 2013, durant laquelle un inventaire des projets eau et assainissement initiés en Haïti depuis 2010 par la coopération décentralisée et non gouvernementale française pourrait être présenté.

L'animation de la plateforme des acteurs français pour l'eau et l'assainissement en Haïti avait été confiée en 2010 au pS-Eau en tant que secrétaire du groupe d'échanges sur le développement de la coopération internationale pour l'eau et l'assainissement. Le secrétariat de ce groupe d'échanges a été transféré au Partenariat Français pour l'Eau (PFE) en Octobre 2012. L'animation de la Plateforme Haïti à partir de 2013 devra faire l'objet d'une réflexion suivant les évolutions qui se dessineront au sein du Groupe pays de CUF.

Cependant, le pS-Eau continuera de faire une veille sur le secteur et d'accueillir les porteurs de projets français pour un appui-conseil dans le cadre de ses mission générales habituelles financées par l'Agence Française de Développement, comme il le fait sur d'autres pays, et comme il le faisait déjà sur Haïti avant le séisme et la création de la plateforme. Le site web spécifique à Haïti pourrait être réintégré dans les pages pays figurant sur le site du pS-Eau, dans la rubrique Ressources > Information par pays d'intervention).

Fait à Paris,
Le 30 novembre 2012

Contacts

Au Programme Solidarité Eau (pS-Eau)
Vincent Dussaux
Responsable du pôle Appui-Conseil
Mail : dussaux@pseau.org
Tel : 01 53 34 91 27

Au Partenariat Français pour l'eau (PFE), secrétariat du Groupe d'échanges CNCD-CNE
Philippe Guettier
Directeur Général
Mail : philippe.guettier@partenariat-francais-eau.fr
Tél: 01 41 20 19 41; 06 77 94 04 63